Journal 27 octobre - 3 Novembre 2021.qxp_HO 10/27/21 4:09 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LI, No. 41 *New York : Tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10* ***27 octobre - 3 Novembre 2021***

LES MISSIONNAIRES AMÉRICAINS EN CAPTIVITÉ DEPUIS 11 JOURS

Stratégie pour libérer les otages

Des ressources déployées sur le terrain

Par Léo Joseph

Cela fait onze jours depuis que les 16 missionnaires américains et un citoyen canadien sont pris en otage par le gang *400 Mawozo*, qui fait de la commune de

Le président Joe Biden

Croix des Bouquets son fief, les autorités américaines ont indiqué que des « *ressources* » sont déployées sur le terrain, en vue de ramener « *sains et saufs* » les victimes. Vu les conditions dans lesquelles opèrent les acteurs américains, on ne peut s'attendre à ce que la Maison-Blanche donne davantage d'explications. Il reste à tout un chacun de lire entre les lignes et de se limiter à des conjectures, qu'on souhaite intelligentes.

Si, au départ, les dirigeants américains s'étaient limités à dire

Jake Sullivan

que des agents du Federal Bureau of Investigation (FBI) étaient envoyés en Haïti, y compris des techniciens, en vue de négocier, de concert avec les autorités haïtiennes, la libération des otages, présentement ils ont lâché un peu

Suite en page 12

LA CARENCE D'ESSENCE, UNE CRISE SANS PRÉCÉDENT

Les camions citernes interdits d'accès aux terminaux de distribution

Le gouvernement sommé de verser une indemnité aux gangs

La nouvelle réalité du pays inspire l'esprit créateur d'un Capois. Faute de carburant, il est susceptible de faire une fortune avec son taxi moderne.

Par Léo Joseph

S'il restait encore des doutes, malgré la mise en déroute du Premier ministre de facto et sa suite lors de son pèlerinage officiel au Pont Rouge, le 17 octobre, dans le cadre de la célébration de l'anniversaire de l'assassinat de l'Empereur Jean Jacques Dessalines, que le gouvernement s'incline, face aux criminels, il paraît clair que les dirigeants ne peuvent plus tenir, face à la réalité de la crise pétro-

Suite en page 2

ENTRE LE GOUVERNEUR DE LA BRH ET LE D.G. DE LA DGI, LES VIOLONS NE SONT PAS ACCORDÉS

La Douane haïtienne sombre dans la corruption

Prise en otage par des oligarques commerciaux et financiers...

Romel Bell, directeur général de l'ADG, ne dit pas toute la vérité sur la corruption qui y sévit.

Jean Baden Dubois, président de la Banque central, aurait pu ouvrir une boîte de Pandore concernant l'AGD..

Par Léo Joseph

Il est possible que deux hauts fonctionnaires de l'administration publique déclenchent un débat politique, si leur dispute n'ait favorisé la levée du voile sur la corruption qui bat son plein à la Douane de la République. Si le gouverneur de la Banque de la République d'Haïti (BRH) a voulu attirer l'attention sur le déséquilibre des marchandises qui passent par le système, par rapport aux recettes de l'institution, il ne s'est pas attardé sur les

Suite en page 4

HAPPENINGS!

The multifaceted crisis in Haiti, affecting all sectors, calls for immediate action

Ray Kelly

By Raymond Alcide Joseph

After more than a decade lost in Haiti under the watch of the international community, which paid no attention to the set-up of gangs, thus complicit of their existence, Haiti has finally exploded, seen negatively, the world over, as being gang infested. Indeed, spectacularly, the gangs that have gone on a spree of kidnappings, not sparring Americans. Moreover, they

Continued on page 7

Journal 27 octobre - 3 Novembre 2021.qxp_HO 10/27/21 4:09 AM Page 2

LA CARENCE D'ESSENCE, UNE CRISE SANS PRÉCÉDENT

Les camions citernes interdits d'accès aux terminaux de distribution

Le gouvernement sommé de verser une indemnité aux gangs

Suite de la page 1

lière. Car le pays tout entier subit l'absence d'essence, dans les pompes, parce que les camions citernes ne peuvent s'approvisionner aux centres de stockage de ce produit. Bien que les autorités aient rassuré les consommateurs quant à la disponibilité du précieux liquide, il semble qu'elles n'aient pas accordé leurs violons avec les gangs, qui refusent catégoriquement de laisser passer les transporteurs, sans le versement d'une indemnité par le gouvernement.

Dans une vaine tentative d'arrêter un mouvement de grève décrété par les syndicats des transporteurs de produits pétroliers, Fils-Aimé Ignace Saint-Fleur, directeur général du Bureau de monétisation de programmes d'aide au développement (BMPAD), avait donné l'assurance que l'accès aux sources d'approvisionnement d'essence, en vue de la distribution aux pompes, serait assuré. Cela n'a pas empêché cette grève, convoquée en guise de protestation contre l'insécurité entretenue par les gangs et l'indisponibilité de la gazoline. La première journée de cet arrêt de travail, le pays était bloqué d'un bout à l'autre du territoire national.

Lors de son entretien avec les syndicats des opérateurs de camions transporteurs de produits pétroliers, Ignace Saint-Fleur avait rassuré que les conducteurs pouvaient s'approvisionner sans encombre, au Terminal Varreux, dans l'aire de Chancerelles, aussi bien qu'à Thorland et Martissant, au sud de la capitale, sur la Route nationale numéro 2. Mais arrivés sur les lieux, les transporteurs ont constaté que la situation était toute autre. Des hommes affiliés au super gang G-9 en famille et alliés, dont le général s'appelle Jimmy Chérizier, dit Barbecue, avaient investi tout le périmètre du quartier, à Chancerelles, où se trouve le port Varreux. Dans le même temps, on apprend que la même situation serait constatée sur la Nationale numéro 2, contrôlée par les gangs de Village de Dieu, au Portail Léogâne, Gran Ravine et Martissant.

Les bidons jaunes sont prêts, ils n'attendent que la livraison d'essence promise.

Les taxis motos en ligne, la patience n'est pas au rendez-vous.

50 millions de gourdes pour autoriser les camions à s'approvisionner

À la capitale haïtienne, les différentes sources proches du pouvoir ont fait savoir que la crise d'essence ne résulte pas, comme c'est toujours le cas, de la non livraison de produits pétroliers par les fournisseurs étrangers. À la fin de la semaine dernière, le directeur général du BMPAD, l'organisme chargé de fournir le marché haïtien en ces produits, avait indiqué que des centaines de milliers de gallons d'essence étaient en cours de débarquement. Ce qui revient à dire que cette crise de ces produits est plutôt liée à l'insécurité.

En effet, un des chefs de gang, Micanor, ainsi connu, qui contrôle la zone de « *Wharf Jérémie* », qui considère Terminal Varreux comme faisant partie de sa juridiction, empêche aux camionneurs d'accéder à ce centre de stockage d'essence. Il demande un versement de 50 millions de gourdes au gouvernement dirigé par Ariel Henry avant de permettre le transport de la gazoline du point de stockage aux stations de service.

D'un autre côté, le versement de cette indemnité, par les autorités haïtiennes, à Micanor, ne garantit pas la libre circulation des camions citernes du Terminal Varreux à leurs points de chute. Car l'intervention de Barbecue, dans ce dossier, fait évoquer des problèmes. Aussi, a-t-il déclaré : « *Si Aryèl kité a 8 è, ap gen gazolin a 8 è 05* » (« *Si Ariel Henry s'en va à 8 heures, la livraison de la gazoline sera possible à 8 heures 05* »).

Existe-t-il une coalition G-9-Martine Moïse-Syndicat des transporteurs d'essence ?

À entendre les propos tenus par Jimmy Chérizier, au sujet de la crise d'essence, on se croit en droit de conclure qu'une coalition s'est formée, en vue de montrer la porte au Premier ministre de facto. Cette idée est diversement commentée, dans les mi lieux politiques, à Port-au-Prince. Ainsi que dans plusieurs radios du pays.

D'aucuns s'interrogent, quant à l'opportunité de cette entente hypothétique dans laquelle se serait embarquée Martine Moïse. Faut-il croire que cette démarche s'inscrit dans sa lutte pour atterrir au Palais national, en remplaçant son défunt époux. Histoire, comme elle l'a déjà répété, de ne pas laisser mourir son rêve sociopolitique ? Ou bien poursuit-elle son propre rêve visant à créer les conditions favorables à l'enquête devant aboutir à l'identité des assassins de Jovenel Moïse.

Martine Moïse, la vie de jet-set recèle aussi des ennuis.

Dans l'hypothèse de l'implication de l'ex-première dame d'Haïti dans cette campagne visant à priver les consommateurs de produits pétroliers, il y a lieu d'attirer l'attention sur l'effet boumerang d'une telle démarche.

Fils-Aimé Ignace Saint-Fleur s'en lave les mains par rapport à la crise d'essence.

Certes, l'impact de cette crise d'essence sur les consommateurs serait presque aussi sérieux que celui de l'augmentation des prix des articles de première nécessité, notamment les produits comestibles. D'ores et déjà, la ménagère se lamente de la hausse des prix de ces articles en raison de l'impossibilité des transporteurs d'atteindre la capitale des zones de provinces, à travers la République, en raison de l'indisponibilité de l'essence. De même, les vendeurs de ces produits, en provinces, sont sérieusement mis à mal par cette crise, car incapables de livrer leurs denrées là où ils peuvent les écouler, à meilleurs comptes.

De toute évidence, si Mme Moïse, écoutant ses conseilleurs politiques, se laisse entraîner dans la logique d'imposer la rareté d'essence au pays, alors qu'elle ambitionne de succéder au président de facto défunt, elle risque d'avoir de très mauvais mo-

Suite en page 5

Journal 27 octobre - 3 Novembre 2021.qxp_HO 10/27/21 4:09 AM Page 3

L'actualité en vrac

*Après 23 jours en captivité, un pasteur est libéré, une forte somme versée comme rançon

La nouvelle qui a fait la une, lundi soir, sur les réseaux sociaux, est la libération du pasteur Jean-Pierre Ferrer Michel et de Norman Weiner, un membre du « *Jesus Center* » qui ont été kidnappés, le dimanche, 3 octobre, durant le service d'adoration, à l'église sise à Delmas 29. Dans ce dossier, Isabelle Devendegis, une dame qui a été séquestrée en même temps qu'eux, fut libérée précédemment, à la cloche de bois, sans doute après qu'un premier versement eut été fait.

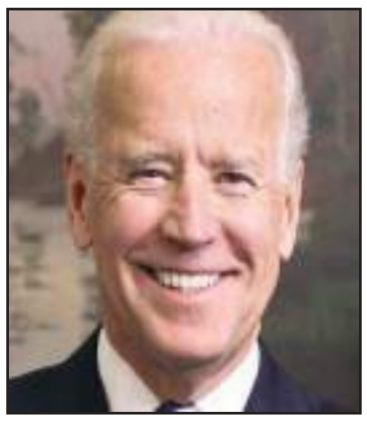
Selon Radio Metronome, annonçant la nouvelle en tout premier lieu, la libération a eu lieu, suite au versement, lundi, de USD 250 000 $, en sus des USD 300 000 $ payés auparavant.

Un scandale autour de cette affaire est en train d'éclabousser Listz Quittel, le ministre de l'Intérieur, qui est aussi ministre par intérim de la Justice et de la Sécurité publique. Il serait lui à l'origine du kidnapping des trois membres du « *Jesus Center* », selon des rumeurs. Il visait surtout le pasteur qui aurait, dit-on, des relations amoureuses avec son épouse.

Entre-temps, dans une vidéo, l'épouse du pasteur, avec sa fille à ses côtés, a lancé un appel aux ravisseurs. Parlant en créole, elle dit, « *Nous « sommes au 17e jour depuis le rapt. C'est un homme âgé, bientôt un octogénaire, et qui n'a pas ses médicaments. Or, tout est déjà en règle* ». Sans doute, une façon, de dire que la rançon a été payée.

Dans une autre vidéo, la fille paraît seule faisant des menaces voilées, disant qu'elle dispose de documents compromettants qu'elle ne compte pas divulguer pour le moment. Mais si l'on continue à retenir son père, d'ailleurs « *citoyen américain* », elle sera obligée de vendre la mèche.

De son côté, le ministre Quittel a essayé de se défendre, au cours d'une émission radiophonique, disant qu'il avait contacté un homme d'affaires — sans citer de nom — pour savoir s'il était au courant de cette mésaventure et s'il savait où se trouvaient les gens séquestrés. M. Quittel a ajouté qu'il voudrait s'assurer que



Le président Joe Biden

des gens qui lui sont proches n'ont pas été mêlés à ce kidnapping.

C'est grave ! Le ministre chargé de la Sécurité publique du pays, en plus d'être le titulaire de la Justice, admet avoir des contacts avec des individus impliqués dans le kidnapping. Alors, on comprend pourquoi ce personnage important, siégeant au CSPN (Conseil supérieur de la Police nationale) n'a pas été invité, vendredi (22 octobre), à une rencontre, présidée par le Premier ministre Ariel Henry, concernant la sécurité publique.

Assurément, cette affaire aura des répercussions politiques incalculables, car Listz Quittel occupe ses fonctions grâce au leader du parti politique Pitit *Dessalines*, le très remuant ex-sénateur Moïse Jean-Charles, qui jouit de relations privilégiées avec le Premier ministre de facto Henry. Il y aura des pleurs et des grincements de dents !

***Quid des missionnaires kidnappés depuis le 16 octobre?** En effet, depuis le rapt, le 16 octobre, de 16 Américains et d'un Canadien, des missionnaires affiliés à l'organisation religieuse *Christian Aid Ministries*, basé dans l'Ohio, le torchon brûle entre les ravisseurs et les autorités de tous bords. Car, *Lanmò Sanjou*, de son vrai nom Wilson Joseph, à visage découvert, a annoncé dans une vidéo circulant depuis jeudi dernier sur les réseaux sociaux, qu'il exécuterait ses otages, s'il ne reçoit ce qu'il a demandé. Tel

Pasteur Jean-Pierre Férer Michel

que rapporté, il exige un million de dollars US pour chaque détenu, même les cinq enfants du groupe, dont le plus jeune n'a que huit mois.

Entre-temps, de Washington, la nouvelle qui fait la une, veut que le président américain Joseph « Joe » Biden lui-même se penche chaque jour sur la question des gens kidnappés qui sont aux mains du gang « *400 Mawozo* » et qu'il est décidé à tout faire pour qu'ils soient retournés sains et saufs.

On a vu Jake Sullivan, conseiller à la « National Security », qui dépend directement du président, dire que « *le président reçoit quotidiennement un rapport sur la situation des otages* » et que le chef d'État s'inquiète surtout des enfants. « *Tout se fait* », dit-il, « *pour que chacun d'eux*

First Lady Jill Biden

(les personnes séquestrées) retourne au bercail en toute sécurité ».

L'on se demande ce qu'entend le gouvernement américain quand Jake Sullivan affirme que « *toute option est possible* » pour obtenir la libération de leurs concitoyens. Surtout quant il est dit qu'un « *déploiement significatif* » est fait pour venir à cette fin. Après avoir envoyé, tout au début du kidnapping, trois agents du FBI (Federal Bureau of Investigation) en Haïti, en vue de coordonner avec les autorités haïtiennes les mesures à prendre pour libérer les otages, maintenant « *un nombre important de spécialistes entraînés dans le recouvrement d'otages est sur place, travaillant de concert avec le ministère*, (sans dire lequel), *avec les familles et le gouvernement haïtien* », selon Jake Sullivan.

Que le gang « *400 Mawozo* » se prépare à la guerre ! Et ce qui vaut pour un gang le vaudra aussi pour d'autres, car après maintes tergiversations, il paraît qu'on est à une nouvelle phase, savoir entreprendre le sauvetage d'Haïti avant l'installation des gangs au pouvoir. Il aura fallu le kidnapping de 16 Américains et d'un Canadien, tous des Blancs, pour que Washington reconnaisse, enfin, qu'il y a « *danger dans la demeure* ». Il faut retenir que le kidnapping du pasteur Jean-Pierre Ferrer Michel, Haïtien naturalisé Américain, n'avait pas retenu l'attention de Washington. Que chacun tire ses propres conclusions !

***Dans la guerre contre la pandémie du siècle, un vaccin pour les enfants de 5 à 11 ans.** C'est approuvé hier, mardi 26 octobre, le vaccin de la compagnie Pfizer, par le *Centers for Disease Control and Prevention* (CDC), l'agence fédérale chargée de la surveillance de la santé de la nation. Ainsi, d'ici la fin de la semaine prochaine, on pourra commencer l'inoculation d'environ 28 millions d'enfants éligibles. Selon la compagnie, le vaccin est efficace à 91 %. Toutefois, le tiers des parents disent qu'ils ne sont pas disposés à faire vacciner leurs enfants.

***La Chine continentale, foyer original du coronavirus, met une ville en quarantaine.** Avant-hier, lundi 25 octobre, la Chine a annoncé que la ville d'Egin Banner, sur sa frontière Chine-Mongolie, est hors limite, verrouillée, pour ainsi dire, afin de faire face à une recrudescence d'infections au coronavirus. Il est demandé aux habitants de la ville ainsi qu'aux touristes de rester à la maison, jusqu'à

Suite en page 12

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 27 octobre - 3 Novembre 2021.qxp_HO 10/27/21 4:09 AM Page 4

ENTRE LE GOUVERNEUR DE LA BRH ET LE D.G. DE LA DGI, LES VIOLONS NE SONT PAS ACCORDÉS

La Douane haïtienne sombre dans la corruption

Prise en otage par des oligarques commerciaux et financiers...

Suite de la page 1

causes de cette situation, qui serait liée à la prise en otage de l'Administration générale des Douanes (ADG) par des hommes d'affaires puissants du pays, proches du pouvoir.

En effet, lors de sa participation, mercredi 13 octobre, au « *Mercredi de réflexion* », une activité organisée par la Banque interaméricaine de développement (BID), Jean Baden Dubois semble avoir touché un nerf sensible au sein des dirigeants de la AGD, quand il a révélé que « *les importations ont connu une augmentation de 22,7 % pendant que les recettes ont diminué de 4* % ». Ce dernier avançait ces statistiques en guise de justification de l'impossibilité de stabiliser la gourde par rapport au dollar.

Sentant que, suite aux accusations de corruption portées contre l'AGD, les révélations du gouverneur de la BRH sont susceptibles d'éclabousser l'institution qu'il dirige, le chef de celle-ci a tenu à donner ce qu'il croit être des « *clarifications* ». Tout en se gardant de fournir des détails pertinents relatifs aux explications.

Aussi, Romel Bell attire-t-il l'attention sur le rôle rempli par l'AGD dans la distribution de l'« *aide* », sanitaire et humanitaire, d'abord, dans le contexte de la pandémie, aussi bien que suite au tremblement de terre qui a frappé le Grand Sud, le 14 août dernier. Histoire, selon lui, de susciter un meilleur mouvement des dédouanements.

Réagissant directement aux révélations de Jean Baden Dubois, M. Bell précise que pour l'exercice fiscal 2020-2021, les activités de l'AGD accusent un montant évaluant les recettes à 44 milliards de gourdes, dont 14 milliards sont attribuées à la rubrique « *droits et taxes concédés* », soit un pourcentage de 33 %. De plus, il précise que celle-ci représente les franchises accordées par l'État haïtien, « *à titre de réciprocité dans le cas des franchises diplomatiques* », ou pour «*encourager la création d'entreprises et d'emplois* », qu'il dit attribuées sous la censure du «*Code d'investissement* », ou bien octroyées aux Organisations non gouvernementales (ONG), pour faciliter leurs activités humanitaires sur le terrain.

Il est intéressant de souligner qu'avant les mises au point de Romel Bell, des organes de presse haïtiennes avaient fait état de propos dénigrants proférés par un fonctionnaire non identifié de l'AGD contre le gouverneur de la Banque centrale. Ce dernier déclarait Jean Baden Dubois « *ignorant* » des informations qu'il fournissait, en plus de n'avoir pas la compétence d'intervenir dans ce dossier, une prérogative qu'il attribue au ministre des Finances et des Affaires économiques.

De toute façon, le directeur général de l'AGD ne semble pas profiter de cette occasion pour exposer les causes profondes du manque à gagner enregistré à l'institution qu'il dirige. Ce qui laisse croire qu'il en est partie prenante. Dans cet ordre d'idées, il importe d'aller là où Bell ne veut s'aventurer. Ce qui amène donc à évoquer les accusations qu'a faites Milien Anglade, un ancien inspecteur général de l'-Administration générale des douanes, révoqué après quarante-deux ans de carrière, pour avoir, dit-il, refusé de se laisser corrompre. Il accusait l'homme d'affaires Reynold Deeb d'être le « *vrai patron* » de l'AGD, payant la bagatelle de 25 % des taxes imposées par l'institution.

Quels secrets existent entre Ariel Henry et Reynold Deeb ?

Il semble que, encore une fois, le Premier ministre de facto confirme, si non ses affinités politiques avec le président de facto défunt et le PHTK ou bien sa politique globale. Telle est l'interprétation qui peut se faire en considérant ses politiques modelées sur les choix établis par lui.

En effet, Jovenel Moïse était connu pour ses bonnes relations avec Reynold Deeb, qu'il a donné carte blanche sur l'AGD, lui permettant de payer seulement une poussière des taxes que le gros volume de ses importations devrait verser à l'État. Selon les informations disponibles, immédiatement après son entrée à la primature, Ariel Henry s'est empressé de tisser ses propres relations avec M. Deeb.

Aussi a-t-il profité de sa proximité avec ce dernier pour négocier de gros avantages en faveur du Secteur démocratique et populaire piloté par l'avocat André Michel, l'ex-sénateur Nènèl Cassy et l'ancien ministre Marjorie Michel.

Les membres de cette organisation ont bénéficier de plusieurs containers de produits « *Bongù* » importé par le groupe Deka, que gèrent les frères Deeb. D'aucuns disent même que les dirigeants du SDEP ont même reçu des voitures avec des kits alimentaires, hygiéniques et sanitaires. Ce qui a permis à cette organisation de faire des distributions massives, dans le Grand Sud, suite au tremblement de terre meurtrier qui a frappé la presqu'île du Sud, au début du mois d'août.

Voilà un noble geste de la part de Reynold Deeb, dirait-on. Surtout que, humilité oblige, ces dons accordés au dirigeants du SDEP n'ont pas été revendiqués par ce dernier laissant aux décideurs du SDEP le loisir de se féliciter d'une telle générosité à l'égard des sinistrés du Grand Sud.

À quel prix les dons du SDEP aux victimes du séisme du 14 août ?

Il est opportun d'informer la nation, par rapport aux conditions ayant facilité la distribution de ces containers remplis de kits alimentaires, hygiéniques et sanitaires qu'ont fait MM. Michel et Cassy ainsi que l'ex-ministre Michel pour soulager les victimes du tremblement de terre de la presqu'île du sud.

Bien que les transactions ayant abouti au don de ces containers de produits « *Bongù* » au SDEP se soient déroulées dans l'opacité totale, dans la meilleure tradition PHTKiste, dont se sont prévalus Michel Martelly et Jovenel Moïse, au cours des dix dernières années, les secrets qui les entourent se sont quand même révélés.

Après d'intenses transactions avec le patron de Deka, aux termes desquelles les importations faites par les compagnies de celui-ci bénéficient de la franchise douanière, les cargaisons de produits « *Bongú* » offertes comme dons aux responsables de SDEP ont pu être distribuées.

De toute évidence, au bout du compte, grâce à la générosité d'-Ariel Henry, ces transactions font de cette organisation politique un bénéficiaire indirect de subvention. Autrement dit, le peuple haïtien finance les activités politiques du SDEP. C'est bien le cas, puisque les différents dirigeants de partis politiques qui se sont mobilisés, en vue d'apporter de l'aide, de toutes natures, aux sinistrés du Grand Sud, se sont entendus dire que leurs actions étaient politiquement motivées. Surtout par les petites formations politiques en quête du pouvoir, mais privés de moyens de lever même une épingle en de telles circonstances.

Maintenant, la grande question est de savoir si les responsables de cette formation politique sont au courant des démarches ayant favorisé l'octroi des dons offerts par le patron de Deka, qu'ils ont distribués, au point de se proclamer la « *la plus importante organisation politique* » évoluant sur le terrain.

Quant à Romel Bell, directeur général de l'AGD, il aura du mal à se départir du vaste complot ourdi par les autorités PHTKistes contre l'institution qu'il dirige. Il aura certainement à rendre compte aussi du mauvais traitement infligé aux inspecteurs, qui sont privés des frais de déplacement institutionnellement mis à leur disposition. La plupart d'entre eux — sinon tous — n'ont pas touché ces valeurs depuis des mois. Par ailleurs, le patron de cette Direction générale se complaît à remplir cette fonction sans se soucier le moindrement du complot dont l'AGD est l'objet et qui la privent de sommes faramineuses d'argent sous forme de taxes non payées sur lesquelles les bénéficiaires offrent de juteuses ristournes à l'Exécutif et à d'autres membres privilégiés du pouvoir.

Pour sa part, Reynold Deeb se déclare innocent des accusations portées contre lui, se disant l'objet de calomnie de la part de gens qui sont « *jaloux* » de son succès.

Prochainement, un document plus élaboré sur les propriétaires de Bongú contre qui les imputations de corruption, surtout de concert avec les régimes PHTKistes, proviennent de plusieurs sources.

L.J.

Dismantling notorious armed gangs and securing a much-needed transitional order in Haiti today

By Marak Thadal

A preliminary assessment of the assassination of President Jovenel Moïse, informed by Foote and Koh's latest revelations, calls for the following actions [:

1. Establish a "Conseil d'-État" of three members, according to the spirit of the Haitian Constitution, with non-controversial leaders cleared of pending criminal probe— one member from the Ministers' Council resolution; one chosen by representatives of the three strongest Agreements currently on the table; one recommended by engaged and active organizations in the Haitian diaspora (safe setting required for this high-stake meeting);

2. Establish an instance of limited control presided by a representative of the Haitian Senate. Other members: one member from the "Cour de Cassation" (vote 50+1); one from the "Barreau de Port-au-Prince" (vote 50+1), one from the Governor of the Central Bank, one from the Joint Chief of Staff of the "Forces Armées d'Haiti," and four other members recommended by civil society organizations, following the simple majority rule (50+1) — with procès-*verbal* as supporting document;

3. Establish a Joint Security Taskforce combining military and police capabilities with assistance of a security partner that can offer military drones and advanced aerial imagery capabilities as well as night vision tactical gears and weapons. Command-and-Control Center may be established over international waters;

4. Establish contact with major gang leaders and their handlers in order to secure a cease-fire with a clear list of their demands, including infrastructures they may want to build in their neighborhoods: dialogue first; to minimize or avoid collateral damages altogether. Jimmy Barbecue Chérizier, as part of the problem;

5. A zoom meeting between Jimmy Chérizier and the new leadership at PNH should take place immediately, allowing him to respond to DCPJ inquiries with an attorney by his side. Chérizier has promised to assist new PNH in the investigation of the massacres to which he was linked. Whatever he gets back for his collaboration should allow him to serve as a solid bridge from insecurity to normalcy.

6. Setup publicly known rules of engagement with regard

Continued on page 8

Journal 27 octobre - 3 Novembre 2021.qxp_HO 10/27/21 4:09 AM Page 5

LA CARENCE D'ESSENCE, UNE CRISE SANS PRÉCÉDENT

Les camions citernes interdits d'accès aux terminaux de distribution

Le gouvernement sommé de verser une indemnité aux gangs

Suite de la page 2

ments, face aux potentiels électeurs, dans le cadre de sa campagne électorale.

On prétend que, à ce stade de la campagne de Martine Moïse pour la présidence, Laurent Lamothe et son équipe se jettent à fond dans la bataille. Il y a de fortes chances que, déjà mal vu auprès d'une bonne tranche de la population, il ne manquera pas se voir rendre la monnaie de sa pièce, en la personne de celle qu'il manipule politiquement.

Martine mène la grande vie, mais...

Depuis l'assassinat brutal de son mari, Martine Moïse mène la grande vie, style jet-set, sans se soucier des regards indiscrets qui l'observent, y compris des entités qui épiaient le couple présidentiel.

Voyages internationaux et locaux en avions à réaction privés, hébergement, à Miami, dans un hôtel destiné aux millionnaires, protégée par des gardes du corps du genre proposé aux services des chefs d'État et des patrons de grandes entreprises. Bref, en compagnie de ceux qui possèdent du fric « *pou boule* », comme on dit en créole.

Du mois d'août à ce jour, Martine Moïse a effectué pas moins de trois voyages, de Miami à Port-au-Prince. Une fois en Haïti, ses « *tournées électoralistes* » et « *sociales* », encore à bord de son avion à réaction privé, pris en location, l'ont amenée au Grand Sud, à la Grand'Anse, dans le Nord et le Nord'Ouest.

Il est curieux de savoir qui a encouragé l'ex-première dame à mener la vie des jet-set qu'elle se donne. Surtout que rien n'indique que les assassins de son mari, dont certains semblent évoluer encore dans la nature, soient également à ses trousses. À moins que Jovenel Moïse se trouverait impliqué dans des transactions illicites avec des inconnus que redoute sa veuve. Mais, quand on se souvient que le président de facto défunt avait prêté serment, comme président de la République, alors qu'il se trouvait sous le coup d'une « *inculpation pour blanchiment d'argent* », à l'instigation de l'Unité centrale de référence fiscale (UCREF), on comprend la possibilité qu'il ait des contentieux avec des individus de même acabit que lui dont Mme Moïse entend se protéger.

Mais il y a encore matière à conjecturer, car les enquêtes menées sur l'assassinat du 7 juillet, en la résidence de l'ex-couple présidentiel, à Pèlerin 5, dans les hauteurs de Pétion-Ville, ont fait état de l'entreposage de grandes quantités d'argent, dont le montant n'a jamais été précisé. Information laissée délibérément imprécise ou vague, par les enquêteurs soucieux de ne pas révéler les montants qu'ils se seraient appropriés eux-mêmes.

En tout cas, transportée à un centre hospitalier, à Miami (États-Unis) afin de recevoir les sons que nécessitait son état, après avoir essuyé, elle aussi, des projectiles, lors de l'attaque dirigée sur son mari, elle était revenue en Haïti, dès que sa condition le permettait. Aussi a-t-elle ramené les sacs remplis d'argent qui n'avaient pas été emportés pour les besoins de l'enquête. Cela pourrait bien expliquer la prise en location d'un avion privé pour ne pas avoir à répondre les questions relatives au minimum de liquidité requis par les autorités fédérales à toute personne qui entre aux États-Unis.

Une station d'esssence à Delmas 95, la ligne brisée, c'est la confusion totale.

Mais, Martine Moïse ne doit pas sans savoir que ses dérives au pouvoir avec son mari, surtout en ce qui a trait aux millions récoltés dans des opérations liées à la corruption, sont suivis de très près par des institutions spécialisées, surtout américaines, préposées à la surveillance de biens mal acquis. Dans le cas de citoyens (ennes) (américains (ennes), l'intérêt est encore plus intense. Histoire de veiller au grain pour l'Internal Revenue Service, le fisc américain.

Dans de telles circonstances, les va et vient de l'ex-première dame, entre Miami et Port-au-Prince, sont minutieusement surveillés. Car elle ignore les liens qui existent, entre ses gardes du corps étrangers et le personnel préposé à son accompagnement, ainsi qu'avec les organismes fédéraux de surveillance et chargés de faire respecter la loi.

En ce qui concerne la crise d'essence, les consommateurs et négociants de fortune haïtiens tentent de s'approvisionner en carburant de l'autre côté de la frontière. Mais cela ne laisse pas les autorités dominicaines indifférentes. Elles ont ordonné que des mesures sévères soient prises contre les « *intrus* ».

Il a été remarqué que, à Pedernales, dans le sud de la République dominicaine (en face de Jacmel), des ressortissants haïtiens ont traversé en territoire étranger, aux fins d'acheter de la gazoline, introuvable, sinon extrêmement rare, dans leur pays. Mais, contrairement à ce qui se passe en Haïti, les militaires dominicains ont procédé à l'arrestation de ceux qui apportent de bidons jaunes, alors qu'ils sont en ligne attendant d'acheter le précieux liquide.

Le directeur du BMPAD se délie de toute responsabilité

Par ailleurs, le directeur général du BMPAD se délie de toute responsabilité, par rapport à l'absence d'essence dans les pompes, déclarant avoir, au niveau de la livraison par le fournisseur étranger, fait aboutir ces produits aux terminaux.

Fils-Aimé Ignace Saint-Fleur a fait savoir que, au sud de la capitale, le terminal de Thorland est opérationnel, contrairement à la réalité prévalant à Martissant et à Terminal Varreux (Chancerelles). Il semble que les conditions ne permettent pas que les stations situées au sud du centre de stockage de Thorland ne reçoivent pas d'essence. C'est le cas de Jacmel et la route qui sépare cette ville de la Nationale numéro 2. C'est aussi le cas pour toutes les autres pompes, après ce site et le reste du département de l'Ouest et du Grand Sud. Les autorités policières et judicaires n'ont pas pipé mot en ce qui concerne les raisons qui empêchent aux pompes de recevoir du carburant.

En tout cas. Saint-Fleur a souligné la nécessité de l'intervention des forces de l'ordre, dans l'idée d'accompagner les convois de camions citernes transportant de l'essence à destination. À cet effet, dit encore ce dernier, le BMPAD a fait une requête aux responsables gouvernementaux, ajoutant qu'il attend présentement leur disposition. De toute évidence, fort de ces déclarations de M. Saint-Fleur, les autorités haïtiennes semblent peiner à trouver les mots justes pour attendrir les bandits.

Dysfonctionnement d'institutions hospitalières et autres

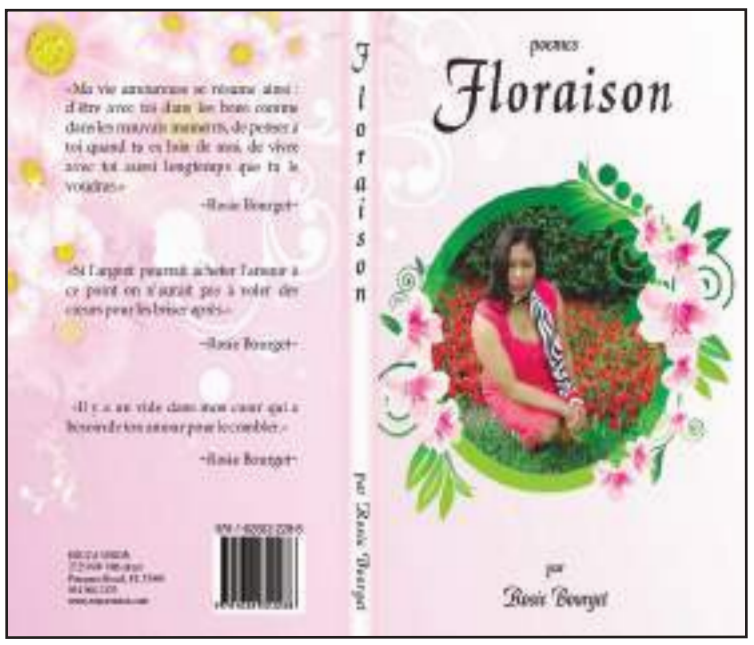
Haïti vit au rythme imposé par les gangs armés. C'est la réalité constatée dans le dysfonctionnement d'institutions de toutes natures, qui ne peuvent s'approvisionner en essence. D'un bout à l'autre du pays, les uns et les autres craignent une catastrophe humanitaire.

En effet, des cris d'alarme fusent de toutes parts, des hôpitaux et autres institutions hospitalières dont les réservoirs en essence sont à un niveau dangereusement bas. Alors rien n'autorise à croire qu'une intervention favorable à l'approvisionnement en gazoline soit possible. À la capitale, comme en provinces, les responsables de telles institutions se lamentent du fait que les patients ayant besoin de soins, particulièrement les femmes qui viennent d'accoucher et les nouveaux nés, qui ont besoin de dispositifs de support, voient les possibilités d'accès au diesel pour faire tourner les générateurs de moins en rassurants.

C'est aussi le cas pour les stations de radio et de télévision, ainsi que des banques et les supermarchés, dont les propriétaires s'inquiètent de la durée de vie de certains produits, notamment la viande, le poisson et les produits congelés ne pouvant tenir longtemps, faute de diesel pour faire marcher les générateurs.

Le pays se trouve dans une situation inextricable, face au bandits armés imposant leur loi au pays, en général, au gouvernement en particulier. D'un côté, à court de fonds pour verser la rançon exigée par les bandits, le gouvernement sombre dans l'expectative. De l'autre, les forces de l'ordre, sous équipées, par rapport aux malfrats, restent dans ses casernes souhaitant que ces derniers n'orchestrent une attaque sur leurs positions. Dans ce cas, on ne saurait dire que les forces en présence (ou bien potentiellement en présence) sont à égalité.

Dans les différentes couches sociales du pays, la situation plonge les familles dans le désarroi. Surtout que les autorités sont à court de moyens pour trouver une solution à cette crise. Alors qu'ils ont affaire à des individus sans foi ni loi, et qui opèrent sans état d'âme. Dans ces conditions, la situation risque d'empirer de jour en jour.



Journal 27 octobre - 3 Novembre 2021.qxp_HO 10/27/21 4:09 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Kòm nou nan faz bonswa-danm, pa gen kache lonbrik; Verite sou tanbou !

Kilès ki ta di sa ! Gade kijan se kidnaping Ameriken yo ak lanmò Desalin, 215 lane de sa, ki vin demaske tout bagay, epi menm lè nou tonbe nan bonswa-danm. Asireman, gen mounn k ap di kote TiRenm ap vini ak nou la a ? Enben pran ti chèz ba nou, chita, pou n pran bèt. Si n pa gen ti chèz ba, nenpòt kote nou ye, ranje kò nou byen pou n pa tonbe si sezisman pran nou.

Wi, mezanmi, depi tout tan gang ap opere anba je yo, y ap kidnape mounn ann Ayiti, tout klas mounn, san gad dèyè, se

Fednèl Moncheri

kòmsi se pa t mounn yo te ye. Pou gwo peyi yo, tankou Etazini, sa se pa t nouvèl. Nèg k ap matirize Nèg, sa pa regade yo. Sèl jounal ameriken ki te konn pale de sa se te *Miami Herald*, sitou Jacqueline Charles, ki sot nan fanmi ayisyen, ki pa manje anyen ki frèt antan ke gwo jounalis. Mèsi, Jackie !

Vwala ke dimanch pase anwo, 17 oktòb, se tout gwo jounal nan peyi isit ki te gen kidnaping ann Ayiti sou premye paj, kòmansan avèk gwo jounal nan kapital Etazini an, *Washington Post*. Wi, Ayiti fè premye paj toupatou, nan *New York Times, Los Angeles Times, Chicago Tribune*, san bliye *Miami Herald*, nòmalman.

Mwen bay gwo jounal sa yo, nan zòn lès, lwès, nan mitan peyi a, sa yo rele *Midwest* ann angle, epi nan sid tou, jis kòm egzanp, pou m fè nou wè ke se peyi Etazini asonlantye ki okouran. Men vrèman, se tout lòt jounal ki abòde kesyon an, tankou *Houston Chronicle* nan Teksas epi *Detroit News* nan Michigann, vin pran *USA Today*, ki parèt nan plizyè vil, Epi akòz ajans près yo, tankou *Associated Press, Reuters, Agence France Presse, Al Jazeera*, ki gen korespondan ann Ayiti e ki kouvri lemonn antye, se piblikasyon nan tout ti rakwen ki vin okouran sa k rele kidnaping ann Ayiti.

An palan de sa, m pa ka kite pi gwo jounal nan kesyon finans nan peyi Etazini an dèyè, towo yo bay pou *Wall Street Journal* la. Li men li pa parèt le dimanch, men nan dat 20 oktòb la, li frape fò nan youn editoryal, kote l mande pou kesyon Ayiti a regle tou swit, paske mesye Ayiti yo pa ka regle sa pou kont yo. Men koze ! Epi, kòm n ap pale de piblisite pou kidnaping ann Ayiti a, fòk nou di ke se tout chèn televizyon ak stasyon radyo nan peyi a, pase pran Lavwa d Lamerik, ke mounn tande ann Ayiti, ki layite kò yo sou nouvèl kidnaping Ameriken yo.

Vin ajoute sou kidnaping nan, gen gwo demonstrasyion Jimmy Chérizier, osnon kòmandan *Barbecue*, bay nan dimanch, 17 oktòb la, ki vin pwouve pou mounn ki pa t vle kwè ke se gang ki an kontwòl ann Ayiti. Pa gen voye wòch kache men, se benyen toutouni, san kache lonbrik. Ni *Lanmò Sanjou*, bon non l se Wilson Joseph, ki pa gen anyen pou wè ak messye Joseph *Obsèvatè* yo, ni kòmandan *Barbecue* voye mask yo jete. Yo parèt figi yo byen klè epi yo montre ak fòs menas ke yo pa nan jwèt ak okenn swa dizan otorite ke yo konsidere kòm youn bann voryen.

Ann pran *Barbecue* an premye, paske li te bay demonstrasyon pa l la nan dimanch, 17 oktòb nan Pon Wouj, nan pòtay nò kapital la, kivedi Pòtoprens. Mesye l yo, dizon solda l yo, ame jouk nan dan, te enstale nan Pon Wouj, ap tann Premye minis la ki te sanse vin fè devwa l kòm sèl chèf Deta nan peyi a, vin depoze gwo bouke flè nan pye anperè Jacques 1er, jan Papa nasyon an, Jean-Jacques Dessalines, te bay tèt li grad la. Enben, kout fizi pati, yo manke pran machin Premye minis de fakto Ariel Henry, ki fè bak, pati tout boulin rale kò l anba lanmò. Epi chéf polis la, Léon Charles, ak tout polisye epi lòt gwo otorite ki te avèk swa-dizan gwo chèf ann Ayitit a, tankou minis, elatriye te pran kouri tou. Se te youn wont nasyonal !

Sa k pi bèl la, men se *kòmandan Barbecue*, abiye tou de blan, kravat nwa l, menm jan Premye minis la te abiye tou, k ap depoze bouke flè a nan pye anperè a, nan Pon Wouj, nan youn gwo seremoni, kòm chèf Deta.

Men kòm pa gen kache lonbrik ankò, kòmandan an te bay youn lòt demonstrasyon ki gen anpil enpòtans. Li te fè mounn li yo vini ak youn gwo foto patwon l, byen ankadre, ke yo te mete nan

Jimmy Chérizier, nicknamed Barbecue.

pye anperè a, youn fason pou mete Jovnèl Moyiz (Jovenel Moïse), ki te ansasinen menm jan ak anperè a, sou menm pye degalite ak Papa nasyon an. Pou l te montre kijan li respekte patwon l lan, li te fè patizan l yo mete t-shirt (chemizèt blanch manch kout) ak foto prezidan yo a plake devan yo. Epi li te di byen klè « *Fòk nou jwenn jistis pou prezidan nou an!* », pandan li t ap bo foto a.

Kòm mwen deja di, pa gen kache lonbrik ankò, tout bagay ap devwale, jan pawòl Levanjil la di a. Vwala ke nou vin konnen kounnye a, kilès ki te nan « *Fanmi ak alye* » Jimmy Chérizier yo, lè l te bay gang prensipal li a nan gwoup « *Gang federe* » yo non « *G-9 anfanmi epi alye* ». Prezidan de fakto defen Moyiz te ladan fanmi an, osnon se te youn alye. Kounnye a tou, nou konnen poukisa Ministè Afè sosyal ak Travay te aksepte, san mande okenn kesyon, pou « *G-9 la* » te anrejistre nan ministè a kòm « *òganizasyon de byenfezans* », ki tèlman ap fè byen pou malere li pa dwe peye taks. Okontrè, li merite resevwa

Jozèf Pyè Richa Diplan

èd, gwo kado lajan, nan men gouvènman an.

Ban m ban nou youn ti diplis pou nou wè kijan tout verite vin byen klè. Nou konnen kijan apre

Gang Chief Krisla.

Jovnèl Moyiz te oblije kouri kite Pon Wouj, ak tout Premye minis li, Henry Céant, lè sa a, epi tout lòt mounn ki te avè l yo, li te vin pran revanj li youn mwa pita, lè l te voye masakre mounn Lasalin yo. Se plis pase 70 mounn — fanm, timounn, granmounn sou baton — ki te pèdi la vi yo. Enben, se te *Barbecue*, ansanm ak 2 gwo otorite nan gouvènman Jovnèl la, Fednel Monchéry ak Joseph Pierre Richard Duplan, ki te anchaj « *Masak Lasalin* » nan.

Byen ke administrasyon prezidan ameriken an, Donald Trump, te konnen sa k te pase a, yo pa t di anyen, paske Jovnèl se te mounn pa yo, li gen dwa fè e defè jan lide l di l. Men aladènyè minit, apre Trump te pèdi nan eleksyon novanm 2020 yo, li pa t vle kite pouvwa a san l pa demaske l de ansasen ann Ayiti yo. Se konsa, pou *Jou Entènasyonal Dwa Mounn*, nan dat 10 desanm 2020, Depatman Trezò ameriken an te sanksyonnen 3 mesye sa yo kòm mounn ki te anchaj « *Masak Lasalin* » nan. Selon lwa yo rele « *Magnitsky Act* », Etazini te ka sezi tout lajan yo te gen nan bank bò isit, epi anpeche yo met pye nan peyi a. San dout, bann entelijan sa yo sere lajan yo lòt kote.

M ap ban nou toujou pou montre kijan Jovnèl Moyiz te asosye ak « *Gang federe* » *Barbecue* yo. Depi nan mwa jiyè 2019, gen youn manda arestasyon lapolis dèyè *Barbecue*, ki pa janm egzekite, jouk ansasinay prezidan de fakto a, jan nou konnen sa te rive nan dat 7 jiyè ki sot pase a. Okontrè, *Barbecue* fè gwo parad nan Pòtoprens ak « *bandi legal* » li yo, ame ak zam fann fwa. Yo tire anlè pandan manifestasyon an, pou fè mounn wè se pa fizi jwèt ki nan men yo. Lapolis pa t gen okenn pouvwa pou arete yo, paske se asosye preyidan yo ye.

Finalman, pou montre nou fòs *Barbecue*, li te fè revoke minis ki pa t konn wòl yo, tankou minis Lajistis ak Sekirite piblik la, *Lucmane Delille*. Nan dat 9 jiyè lè l te tounen Ayiti, soti aletranje kote l te an vwayaj, li aprann kijan *Barbecue* ak ekip « *G-9 ak alye* »l yo te pran lari Pòtoprens pou yo, fè gwo eskonbrit. Li di bagay konsa pa posib, li pral pase alaksyon pou arete yo. Menm jou a, defen prezidan de fakto a te revoke l, epi mete *Rockefeller Vincent* ranplase l. Kòm nou konnen, se tou lòt jou la a, minis Vincent pral jwenn revokasyon pa l nan men Premye minis *Henry* sou kesyon

Ale nan paj 14

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925
CLOSED ON MONDAYS
Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

DE BROSSE & STUDLEY, LLP
Richard A. De Brosse
Attorney at Law
ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432
Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187
rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 27 octobre - 3 Novembre 2021.qxp_HO 10/27/21 4:09 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

humiliated the head of government, who was violently forbidden from carrying out his duties on October 17 when he couldn't failed to set foot at Pont Rouge to pay his respect to the Father of the Nation, Emperor Jacques 1st. (Jean-Jacques Dessalines), assassinated there 215 years ago.

We won't go in detail, as we've done in the Creole column, *GRENN PWONMENNEN*, on page 6, but we'll only mention that the gang leaders have dropped their masks –literally— and are now challenging the authorities for political leadership of the country. And the leadership in the United States, oblivious of Haiti for so long, has awaken to the danger, some 800 miles from the shores of Florida. Meanwhile, our Latin neighbors, alarmed by a constant flow of Haitian refugees, are concerting on what to do. It is time for a quick solution to the crisis that is affecting the whole Western Hemisphere.

The Washington Post and the Wall Street Journal, in editorials last week, called for U.S. intervention to bring some order in the Caribbean-island nation that was occupied by the Marines from 1915 to 1934. On leaving, the Americans had left a local *gendarmerie* that became the Haitian Armed Forces, with a Navy and Air Force, plus a branch providing police service. While they oversaw security in Haiti, the Big Brother up North kept pulling strings from behind the scene, sometimes not so subtle, as in September 1994, when some 20,000 American troops were dispatched by President Clinton to Haiti to prepare for the return of "democracy" in the person of Jean-Bertrand Aristide. The popular activist priest, who was elected president on December 16, 1990 to a five-year term, was toppled on September 29, 1991, by the U.S.-trained army.

Once back in power, President Aristide, instead of reforming the army, unconstitutionally disbanded it. A Police force, originally composed of former army personnel, was set up, with Ray Kelly, formerly New York police chief, in charge of training. But as backup to the legal police, President Aristide organized his *"Chimères,"* a fancy name coined for his gangs with distinctive names intended to inspire fear. Consider the likes of "Red Army," "Little Machetes Army", even "Cannibal Army." No, I'm not making them up.

The Aristide gangs caused so much harm, even massacres, that the United States again came back on February 29, 2004 helping Aristide back into exile. And two months later, it turned the job over to the United Nations, which dubbed its operation MINUSTHA, the United Nations Mission to Stabilize Haiti. As accomplishments, the UN can cite the introduction of cholera in Haiti by its Nepalese contingent, killing more than 10,000 and infecting thousands more. Also, their horny soldiers left many orphans or fatherless children, the fruit of rape or of penniless young women who were forced into prostitution.

Meanwhile, there was no "stabilization" until 2017 when MINUSTHA left, passing the baton to MINUJUSTH, the United Nations Mission for Justice in Haiti. In turn, this mission handed operations to the BINUH, the UN Integrated Mission in Haiti, still there with a mandate prolonged for nine months, as of October 15. According to former Député (Congressman) Jerry Tardieu, $10 billion were spent on the UN missions during more than a decade. That money, he added, could have been better spent on security in Haiti, by reestablishing the army, under civilian control, and on an efficient police force.

Meanwhile, the new gangs have become more powerful than ever.

They are now "federated" under BINUH's watch, defying the agents of law and order. Yet, Helen Meagher La Lime, BINUH's head, glowingly had approved of the "federation" of the gangs, something facilitated by the slain President Jovenel Moïse. Giving credit where credit is due, Moïse only made official the gangs which began organizing in 2011, under Michel or ***Michael*** Joseph Martelly, with the support of his Prime Minister Laurent Salvador Lamothe. The latter armed and provided them with ammunition, even at a time when there was a U.S. arm embargo on Haiti.

Forgive me for being so expansive in relating how we got to where we are today. I am concerned about our not falling in the same trap which has resulted in Haiti becoming a gangster state, from its noble origin of the beacon of freedom in the Western Hemisphere for having first to defeat slavery when our ancestors beat the crack troops of Napoléon Bonaparte.

We can't keep repeating the same mistakes all the time. Time has come for an enlightened Haitian leadership to take control, with the help of Latin American military and some U.S. advisers, as hurried training ofs a new Haitian army is undertaken to go along with an expanded and effective police force. This is urgent and should be done before total chaos sets in.

Following are developments underlying the out-of-control crisis:

On Monday, October 27, Haiti woke up as "country locked." All activities, including traffic, came to a halt, in a nationwide movement against the insecurity caused by the gangs. That movement is an expansion of a strike begun Thursday, October 21, by the Truckers' Union, especially in support of the chauffeurs of the big fuel tankers who have fallen prey to gangs who control the Martissant area, south of Haiti's capital. It's been reported more than once that the tankers have been seized and rerouted with their products –fuel of all sorts— that are now being commercialized by the "legal bandits" who have branched out into parallel businesses.

Since Sunday, the gang "G-9 and Family" has blocked traffic to the major fuel depot.** Even before Monday, on the 26th (Sunday) all access to the *Varreux Terminal*, the big fuel depot by the sea, were cut off by the main unit of the "Federated Gangs," under the command of Jimmy Chérizier, aka Barbecue, who said his action is ***"in solidarity with the union calling for country lock."

Would it be that Barbecue, a former police officer-turned gang leader, has seen the writing on the wall as far as the anti-gang campaign under way, even internationally? Would he be re-positioning himself in the camp of the people? This is the more significant, considering what we heard him saying, last week, to a correspondent of the Voice of America (VOA), who was doing a special on the latest gang kidnappings, especially those of the American missionaries. Here was Barbecue denouncing kidnapping, asserting that "we are all subject to it, no one is exempt." He even lectured about the reason for the kidnappings. It's the lack of authority and services in the disadvantaged neighborhoods. So, suddenly, Barbecue is anti-kidnapping! Is he about to repudiate the Krisla gang of Gran Ravin, a member of the "Federated Gangs" that had kidnapped the Seventh Day Adventist minister on April 1st, while at the altar, along with three other members of the congregation, all caught on camera? By the way, Krisla was connected to the late President Moïse, who is being elevated to the status of hero by Barbecue!

***Hospitals to stop operating, due to the acute shortage of fuel.** Many hospitals, which depend on generators for electricity are facing a dire situation as they run out of fuel The situation is alarming, as noted in a a communique of UNICEF, the UN agency working with humanitarian organizations. In a music issued October 24 by some the agency, cited by *Vant Bèf Info* (VBI), the agencies are *"preoccupied by the aggravation of the crisis resulting from roads that are blocked hindering delivery of fuel and affecting essential services by humanitarian workers."*

It's said that *"some lives will be lost in two major hospitals in the capital"* with specifics as to the affected given as follows : *"Pediatric services for 300 children, maternal care for 45 women, and critical care for 70 other patients that will be interrupted if there's no provision [fuel delivery?] by Tuesday, October 26."* That was yesterday,

It si worth noting, however, that the truckers' union, on strike since Thursday, October 21, announced late Monday, October 25, that the strike was called off for the moment, Probably the leadership of union doesn't want to be responsible for the loss of so many lives that are affected due to the strike. Stay tuned for further developments.

RAJ
27 October 2021
raljo31@yahoo.com

Journal 27 octobre - 3 Novembre 2021.qxp_HO 10/27/21 4:10 AM Page 8

Dismantling notorious armed gangs and securing a much-needed transitional order in Haiti today

Suite de la page

rd to rebellious gang members and their fate: public warning; demonstration of unmatched capabilities and surgical neutralization (allowed under both domestic and international laws);

7. Establish seven commando units with eleven (11) grenadiers in each unit (5X5 + 1 Chief with aerial support clearance): a special force of 200 members with a loan of two military-grade unmanned aerial vehicles. There is no need for extra vehicles or munitions. Operation is to last four to six weeks;

8. Declare the CORE Group's *modus operandi* as a grave threat to Haiti's sovereignty and national security, in violation of the letter and the spirit of the Vienna Convention;

9. Invite members of the diplomatic Corps in Haiti individually, for a closed-door session;

10. Call for the formal dissolution of the "so-called" CORE Group and return to bilateral relations;

11. Review the routine assignment of foreign agents in every strategic or government Agency in Haiti;

12. Honor Special Envoy Daniel Foote with the "Médaille de la Liberté des Noirs";

13. Establish a Permanent Electoral Council at a time when no specific party holds an advantage (members will be replaced or renewed according to the letter of the new constitution);

14. Demand the recognition of genocide in Haiti, with the assistance of the United Nations and true allies;

15. Call for reparations and restitution with Germany as arbitrator;

16. Cancel until further review by Parliament all conventions or accords that would allow the DEA-to conduct the type of operations that led to conditioning Haitian security forces to obey DEA agents over the order of Haiti's Commander-in-chief;

17. Establish a Haitian National Security Agency (urgently needed);

18. Rebuild the Haitian Armed Forces at the warp speed while re-embracing the ideals of "L'Armée indigène d'Haiti";

19. A new Constitution with a new team of experts with special attention eliminate **Article 272** currently proposed to Dr. Ariel Henry — a poison both in spirit and letter.

20. Establish a robust National Cyber Security Strategy in order to face the new challenges ahead (including advanced sensors and Unmanned Aerial Vehicles);

21. Restore a "creole" system of Protection and Preservation of Haiti's Office of the Presidency.

Journal 27 octobre - 3 Novembre 2021.qxp_HO 10/27/21 4:10 AM Page 9

ÈSKE OU BEZWEN YON ENTÈPRÈT POU EDE W VOTE?

Nou kapab ede w nan kèk biwo vòt.

Komisyon Angajman Sivik Vil New York (New York City Civic Engagement Commission) an pral gen entèprèt nan sèten biwo vòt nan dat **SAMDI 30/10 AK DIMANCH 31/10 (Yiddish nan dat 29/10 ak 31/10)** ak nan Jou Eleksyon an, ki se 2 novanm.

Epitou ou gen dwa pou pote yon entèprèt avèk ou (tankou yon zanmi oswa yon fanmi, men ou pa ka mennen anplwayè w oswa reprezentan sendika w lan) nan yon biwo vòt nan Vil New York pou ede w vote.

ENFÒMASYON ELEKSYON ENPÒTAN

VOTE BONÈ: 23 JISKA 31 OKTÒB

JOU ELEKSYON AN: 2 NOVANM

Al gade nan **participate.nyc.gov** pou wè si **Komisyon Angajman Sivik NYC an** founi sèvis tradiksyon nan bouch nan lang ou nan biwo vòt yo mete pou w a.

Al gade nan **participate.nyc.gov** pou jwenn plis enfòmasyon.

Journal 27 octobre - 3 Novembre 2021.qxp_HO 10/27/21 4:10 AM Page 10

ÉDITORIAL

Haïti, État en faillite, à qui imputer le blâme d'un constat tard venu ?

La presse internationale, notamment celle des puissances dites tutrices, ne cesse de caractériser Haïti comme le pays le plus pauvre de l'hémisphère où se côtoient la misère indescriptible, le crime insolent et un gouvernement irresponsable. À partir de la semaine dernière, cette même presse fait chorus pour y trouver un État en faillite. Bien que le Comité de Rédaction du *Washington Post* arrive à la même conclusion que la presque totalité des organes de presse, il juge nécessaire d'imputer le blâme uniquement au président Joe Biden, l'accusant d'avoir eu d'autres chats à fouetter pendant qu'Haïti faisait sa descente aux enfers. Une situation qui caractérise du mépris teinté de racisme et d'indifférence.

Tous les comités de Rédaction des quotidiens à grand tirage, aux États-Unis, ainsi que les agences de presse ayant des correspondants en Haïti ont sauté sur l'occasion pour suggérer une intervention militaire étrangère dans ce pays, précisant qu'il ne peut, de par lui-même, rétablir la paix et la sérénité, condition sine qua non pour réinstaurer l'État de droit propice à la normalisation de la vie, au relance de l'économie, en sus de poser les bases du développement durable.

Revenant au *Washington Post*, dans leur allure sentencieuse, les éditeurs soulignent « *Ce désordre a été largement ignoré par l'administration Biden, qui a été préoccupée par d'autres crises, jusqu'à ce que s'est produit l'enlèvement, le samedi 16 octobre, de 17 missionnaires — un Canadien et 16 Américains —, dont cinq enfants — non loin de la capitale haïtienne. Maintenant, il n'est plus possible d'ignorer l'agitation que connaît la nation la plus pauvre de l'hémisphère* ».

En effet, la crise qui sévit en Haïti s'est aggravée au crescendo, au cours des dix dernières années, mais plus intensément sous l'administration de Jovenel Moïse. À la lumière de cette déclaration de ce journal, les membres du Comité de Rédaction de ce quotidien, à l'instar de M. Biden, s'auto-accusent de « *manquement au devoir* », pour n'avoir pas exprimé ces prises de position, il y a deux ans, ou même six mois avant l'assassinat du président de facto Jovenel Moïse.

Quelle serait la situation si les États-Unis, l'Organisation des Nations Unies (ONU), l'Organisation des États américains (OEA) et le CORE Group de diplomates occidentaux à Port-au-Prince n'avaient obstinément appuyé les deux régimes PHTKistes, d'abord, celui dirigé par Michel Martelly, ensuite celui de Jovenel Moïse ? En l'espace de dix ans, ces deux occupants du Palais national, tous les deux issus d'élections âprement controversées, ont organisé et armé les gangs qu'ils ont pourvu en munitions, en sus de les rémunérer, d'une part; et détruire ou vassaliser, d'autre part, toutes les institutions d'État.

Sans vouloir voler à la défense de Joe Biden, qui porte son lot de blâmes concernant Haïti, le Comité de Rédaction du *Washington Post*, et les autres qui voient la situation haïtienne à travers ce même prisme méritent de faire leur apprentissage de ce dossier, autrement dit s'instruire par rapport aux faits qui ont cours en Haïti. Assurément, la situation aurait été bien différente si, à l'instar du président Biden, l'attention de ses éditeurs n'avaient été retenue exclusivement par l'actualité d'autres pays, à l'encontre du *Miami Herald* dont la correspondante d'origine haïtienne, Jacqueline Charles, se trouvait en permanence à la pointe de l'actualité haïtienne. Elle avait la perspicacité d'aller au-devant des événements et d'en prévoir les conséquences. Les responsables du quotidien floridien doivent se féliciter d'avoir fait confiance à Mme Charles et donné carte blanche dans la gestion de l'information sur Haïti, Assurément, son œuvre lui mérite un prix Pullitzer !

Pour l'édification des éditorialistes du *Washington Post*, Haïti n'est pas en faillite, suite à l'assassinat du président de facto, ni au chaos entraîné par les événements du 7 juillet. Ceux qui suivaient, un tant soit peu, l'évolution des crises de toutes natures qui se chevauchaient, n'avaient aucun doute quant aux événements qui allaient se déclencher dans le sillage de ses politiques scélérates et criminelles. D'ailleurs, à *Haïti-Observateur*, nous l'avons répété plus d'une fois : à moins que M. Moïse change son fusil d'épaule, dans la gestion des affaires de la République, il courait le risque d'avoir le même sort que Vilbrun Guillaume Sam, le président haïtien assassiné le 27 juillet 1915, qui avait entraîné le débarquement des Marines américains, le lendemain, et l'occupation du pays pendant dix-neuf ans par les États-Unis.

De toute évidence, la gravité de la situation, sous ces deux gouvernements PHTKistes successifs, était telle que les patriotes haïtiens tiraient en permanence la sonnette d'alarme. La chronologie de la catastrophe, plus d'une fois annoncée, était régulièrement présentée dans la presse locale haïtienne (les quotidiens *Le Nouvelliste* et *Le National*) les radios et télévisions (électroniques et en ligne), et celle évoluant à l'étranger (les hebdomadaires *Haïti-Observateur, Haïti-Liberté, Haïti-Progrès, Haïti en Marche*, ainsi que le mensuel *Le Floridien)*, en sus d'innombrables stations de radio établies aux États-Unis et au Canada.

Le kidnapping de 16 missionnaires américains et d'un citoyen canadien, par le gang « *400 Mawozo* », était un crime en préparation depuis 2011, quand Michel (Michael Martelly, de son nom relevé de son passeport américain), bombardé président, grâce à Hillary Clinton, porta les gangs armés sur les fonts baptismaux, avec l'ex-Premier ministre Laurent Salvador Lamothe comme parrain, précisément celui qui avait placé la commande des premières mitrailleuses Galil distribuées aux bandits. Au fil des ans, d'autres importations illégales d'armes permettaient de bâtir l'arsenal de ces derniers, qui étaient régulièrement pourvus en armes et munitions, tandis que la Police nationale était traitée en parents pauvres, voyant des armes de guerre commandées au nom de la PNH, mais distribuées, de préférence, aux criminels. Les nombreuses dénonciations de ces faits dans les organes de presse haïtiens et par des activistes politiques n'ont pas eu d'échos dans la presse américaine, sinon uniquement, en général, dans le *Miami Hérald.*

Les crimes perpétrés par les bandits, notamment les assassinats politiques commandités par l'Exécutif et ses alliés, y compris les massacres dans les quartiers défavorisés, tels que La Saline, Cité Soleil, Bel-Air, Bas Delmas et Carrefour-Feuilles, à la capitale haïtienne; aussi bien que l'assassinat de Me Monferrier Dorval, bâtonnier de l'Ordre des avocats de Port-au-Prince, ainsi que d'autres crimes imputés au chef de l'Exécutif, sans compter les kidnappings d'État et autres crimes de sang, ont été perpétrés avant la mort de Jovenel Moïse. Le groupe *400 Mawozo*, qui fait la une présentement, à la faveur de l'enlèvement des dix-sept Américains et d'un Canadien, avait perpétré le même crime sur huit religieux et religieuses catholiques, parmi eux des citoyens français. Presqu'à la même époque, au mois d'avril, les malfrats commençaient à pénétrer dans les églises pour mener leur opération criminelle, enlevant pasteurs, fidèles et directeurs de chorale en plein service. Tous ces crimes ont été commis au su et au vu des diplomates accrédités en Haïti, alors que Moïse trônait au Palais national. Mais, à la lumière de l'appui inconditionnel des diplomates étrangers aux dirigeants du pays, décriés par une écrasante majorité de la population, presque tous ceux-ci, particulièrement les Américains, ont fait de la démocratie en Haïti le cadet de leur souci. Sinon comment expliquer le silence, sinon l'indifférence de Washington et d'autres capitales du monde soi-disant démocratique, face aux manifestations géantes menées par les secteurs sains du pays contre les nombreuses dérives criminelles et financières de Jovenel Moïse ? Sans oublier de rappeler que la descente aux enfers d'Haïti, qui incite à demander une action ponctuelle et immédiate s'est produite sous les regards complaisants des missions des Nations Unies, soit la MINUSTHA (Mission pour la stabilisation d'Haïti), la MINUJUH, (Mission pour la justice en Haïti) et le BINUH (Mission intégrée des Nations unies en Haïti). Selon l'ex-député de Pétion-Ville, Jerry Tardieu, USD 10 milliards $ ont été engloutis dans le cadre du déploiement de toutes ces missions, qui n'ont pas su empêcher l'installation du chaos.

Impossible, donc, dans le cadre de ce texte, d'énumérer toutes les raisons qui font d'Haïti un État en faillite, enfonçant le pays dans le gouffre où il se trouve aujourd'hui. L'appel à l'intervention prônée par les différents Comités de Rédaction de journaux américains aurait dû être lancée, il y a six mois, ou plus, quand les assassinats et les enlèvements d'État prenaient déjà une allure systémique et parvenaient déjà à leur point culminant.

Dès lors, à qui imputer cette situation ayant dégénéré, au fil des ans, pour déboucher sur cette méga crise, qui interpelle quasiment toutes les puissances, grandes et petites, de la planète ? À moins d'établir, avec pragmatisme, les causes et origines de cette crise multidimensionnelle, toute intervention étrangère ne sera qu'une solution d'attente. Il reste à souhaiter que ces étrangers, soudainement intéressés, se mettent à l'écoute d'un leadership haïtien éclairé et disposé à le grand bon de la rupture avec un système prédateur trop longtemps toléré, voire entretenu par ceux qui donnent soudain l'impression se réveiller.

HAITI OBSERVATEUR

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Journal 27 octobre - 3 Novembre 2021.qxp_HO 10/27/21 4:10 AM Page 11

EDITORIAL

Haiti, a failed state, who to blame for this late acknowledgement?

The international press, especially that of the countries who are called paragons of democracy, constantly characterizes Haiti as the poorest country in the hemisphere, where indescribable misery, insolent crime and an irresponsible government exist side by side. As of last week, this same press, in unison, has concluded that Haiti is now a failed state. Although the Editorial Board of the Washington Post has come to the same conclusion, as have almost all other media, it singles out President Joe Biden, saddling him with blame for concentrating on other issues, while Haiti was going downhill. One would say it's an assessment characterized by contempt, tinged with racism and indifference.

Generally, the editorial boards of the large circulation newspapers in the United States, as well as the press agencies that have correspondents in Haiti, have jumped on the occasion to suggest a foreign military intervention in Haiti, arguing that the country, by itself, cannot re-establish peace and serenity, a must to reinstate the rule of law conducive to the normalization of daily life, the revival of the economy, and to lay the foundation for sustainable development.

In sharing the same ideas with other press organs which call for outside force to restore order in the western part of that Caribbean island, the editorialists of the Washington Post seem to be waking up from their slumber, pointing finger at the American president, for having been engrossed in problems elsewhere while "disorder" raged in Haiti. The accusation sentence against Biden is thus expressed: *"The mess was largely ignored by the Biden administration, which has been preoccupied with other crises, until the kidnapping, Saturday [October 16] of 17 missionaries — a Canadian and 16 Americans, including five children — near the Haitian capital of Port-au-Prince. Now the maelstrom in the hemisphere's poorest nation is no longer ignorable."*

Indeed, the crisis in Haiti increasingly has worsen over the past 10 years, but more intensely under the administration of Jovenel Moïse. Considering the argument used by the Washington Post editors, they're accusing, not only Biden, but themselves at the same time. They've also been "derelict of duty" for not having expressed these positions two years ago, or even six months before the assassination of the de facto president Jovenel Moïse.

Certainly, the situation would have been much different if the United States, the United Nations (UN), the Organization of American States (OAS) and the CORE Group of Western diplomats in Port-au-Prince had not stubbornly supported the two PHTK, *Bald-headed,* regimes, first the one led by Michel or Michael Martelly, then that of Jovenel Moïse. In the past decade, these two occupants of the National Palace, both assuming the presidency after bitterly disputed elections, set up the gangs, armed and provided them with ammunition, even paid them. While this was going on, the architects of the disorder went about destroying State institutions.

Not intending any defense of Joe Biden, who bears his share of blame for Haiti, we believe the Editorial Board of the Washington Post and all the others who see the Haitian situation through the same prism, should be humble enough to learn about the Haiti issue. They should admit they know little about the facts, or if they know them, they've been ignoring them, not unlike Joe Biden. All of them have been engrossed in situations in other countries, contrary to *The Miami Herald,* whose correspondent Jacqueline Charles, of Haitian descent, was constantly on top of developments in Haiti. What a telling commentary about the press in general, showing their ignorance of the facts! Anyway, Ms. Charles had the foresight to anticipate events and foresee their consequences. Those in charge of the Florida daily should pat themselves on the back for having trusted Ms. Charles, giving her carte blanche in the management of information about Haiti. She deserves a Pulitzer Prize.

For the edification of the Washington Post editorialists, we'd say Haiti didn't become a failed state overnight, following the assassination of the de facto president. The chaos following the tragic events of July 7 are not to blame for Haiti being a failed state, as the Washington Post editors point out. Those who have been following the evolution of the overlapping crises in Haiti for some time had no doubt about the events that would be unleashed in the wake of the villainous and criminal policies of Jovenel Moïse and his team. In fact, we, at the Haiti-Observateur, had warned, more than once, that unless Mr. Moïse changed his approach in managing the affairs of the State. he ran "the risk of having the same fate as Vilbrun Guillaume Sam." The assassination of that Haitian president on July 27, 1915, led to the landing, the next day, of the U.S. Marines and the 19-year occupation of the country by the United States.

Obviously, the gravity of the situation under the two successive PHTK governments was such that Haitian patriots were constantly sounding the alarm. The chronology of the catastrophe, more than once announced, was regularly presented in the local Haitian press (the dailies *Le Nouvelliste* and *Le National),* on radio and television stations (electronic and online), and in the Haitian press abroad (the weeklies *Haiti-Observateur, Haiti-Liberté, Haiti-Progrès, Haiti-en- Marche, the Patriot,* as well as the monthly *Le Floridien,* in addition to innumerable Haitian radio programs and some stations established in the U.S. and in Canada.

The kidnapping of 16 American missionaries and one Canadian citizen by the *"400 Mawozo"* gang, on October 16, was a crime in preparation since 2011, when Michel or Michael Martelly was installed as president, thanks to Secretary of State Hillary Clinton. He created the gangs, with former Prime Minister Laurent Salvador Lamothe as godfather. The latter placed the order for the first Galil machine guns distributed to the bandits. Over the years, other illegal imports of weapons built up their arsenal, despite an American arm embargo on Haiti. They were regularly supplied with weapons and ammunition, on top of getting paid, while the police were treated as poor relatives, seeing weapons of war ordered in the name of the PNH being distributed to the criminals. At the same time, the government would be months in arrears to members of the police force. The numerous denunciations of these facts in the Haitian press and by political activists found no echo in the American press, nor were they taken into account by the majority of diplomats, especially the Americans. The UN and the OAS acted as if they saw and heard nothing. But the *Miami Herald* never tired at sounding the alarm. Who can convince us that there was not a vast conspiracy, skillfully executed by those who had plotted to propel Martelly and Moïse to the helm in Haiti?

Before Jovenel Moïse was assassinated, there was a series of crimes perpetrated by the bandits, notably the political assassinations ordered by the Executive and its allies, including the massacres perpetrated in the poverty-stricken neighborhoods, such as *La Saline, Cité Soleil, Bel-Air, Bas Delmas, Carrefour-Feuilles and Martissant,* in the Haitian capital. Yards away from the presidential residence, there was also the assassination of Monferrier Dorval, Esq., President of the Port-au-Prince Bar Association, as well as other crimes attributed to the Head of State. There's no forgetting the campaign of kidnapping and other blood and financial crimes that occurred before the death of Jovenel Moïse. The group *"400 Mawozo",* which is currently in the news for the kidnapping of 16 Americans and one Canadian had previously committed the same crime against eight members of the Catholic clergy, including priests and nuns, two French citizens among them, and held them hostage until ransom was paid. As for their numerous Haitian victims, very little is said.

Just about the same time of the kidnapping of the Catholic clergy, last April, the thugs began to badge into churches to perpetrate their crimes, kidnapping pastors at the pulpit, choir directors and parishioners right in the middle of their service. While these crimes were being committed, the diplomats accredited to Haiti were well aware of what was happening. At that time, Moïse was undisturbed, enthroned at the National Palace. Yet, the country's leadership enjoyed unconditional support of the foreign diplomats who paid no attention to the cries of the overwhelming majority of the population. Where were the Americans and those paragons of democracy, defenders of human rights, while the people were literally under the gun? How can we explain the silence, if not the indifference, of Washington and other capitals of the so-called democratic world when giant demonstrations led by the concerned citizens against the numerous criminal and financial abuses of Jovenel Moïse happened? As Haiti's descent into hell progressed, the United Nations complacently watched, saying or doing nothing. To be pointed out, since 2004, there have been several missions in Haiti with lofty names, such as MINUSTHA (Mission to stabilize Haiti) the MINIJUSTH (Mission for Justice in Haiti) and currently BINUH, (The UN Integrated Bureau in Haiti) with nothing positive to show for nearly two decades. Former Député or Congressman, representing the Pétion-Ville constituency, Jerry Tardieu, states that $10 billion were spent on those missions that are complicit in the establishment of the current chaos. A reality that China evoked at the latest meeting of the UN Security Council, in its opposition to renewing the UN mission an umpteenth time. But, as of October 15, the BINUH has a nine-month respite.

It is impossible, within the framework of this text, to enumerate all the reasons for Haiti being a failed state, with the country heading straight into the abyss. The call for intervention advocated by various American newspaper editorial boards should have been launched six months ago, even long before that, when State-sponsored assassinations and kidnappings had already gotten out of hand, becoming systemic.

So, who should be blamed for the situation that has degenerated over the years into this mega-crisis? Now, the situation is known all over the planet, and small as well as major countries, especially in this hemisphere, are concerned! If the causes and origins of this multidimensional crisis are not established pragmatically and delt with, any foreign intervention will only be a stopgap solution. Unless an enlightened and able Haitian leadership gets the military support allowing it to break with the corrupt system, which has been condoned, even supported by the international, while the country touched bottom.

Journal 27 octobre - 3 Novembre 2021.qxp_HO 10/27/21 4:10 AM Page 12

L'actualité en vrac

Suite de la page 3

u'à nouvel ordre, afin de freinerl'expansion du virus, parce que 12 nouveaux cas ont été recensés dimanche, portant à 43 le nombre total de nouveaux cas.

Il est à noter que le coronavirus, dont le foyer original se trouve à Wuhan, la capitale de la province de Hubei, en Chine continentale, fait mis en évidence au mois de décembre 2019, s'est vite propagé à travers le monde, touchant tous les continents. Dire qu'avec un programme d'isolement rigoureux des foyers de contamination, la Chine avait fini par réduire celle-ci. Ainsi, Wuhan, par exemple, a été verrouillée durant 76 jours. On est en train d'appliquer la même formule à Egin Banner, qui accueille beaucoup de touristes de la Mongolie.

***Le président Biden en voyage en Europe, avec escale au Vatican et en Angleterre.** Avant de quitter Washington, ce weekend, pour un périple en Europe, le président Biden voudrait voir se concrétiser son budget d'environ deux trillions de dollars pour les infrastructures, la santé et autres. C'est déjà un compromis extraordinaire, parce qu'il visait, tout d'abord, un budget de trois trillions de dollars. Pour ceux qui se demandent comment compte-t-il financer son ambitieux projet, il faut signaler que des compagnies, telles que Amazon et autres, qui ne paient presque pas de taxe, seront imposées à 15 % pour permettre de boucler le budget. Histoire à suivre.

Deuxième président catholique, après John F. Kennedy, Joseph Biden, accompagné de son épouse Jill, sera à Rome pour le sommet du G-20. Selon la Maison-Blanche, il aura des réunions bilatérales avec certains leaders, dont les dé-

Le ministre Liszt Quitel

tails ne sont pas encore révélés. Il profitera aussi de l'occasion pour effectuer une visite au Vatican où il aura un mini-sommet avec le Pape Francis qui, selon la Maison-Blanche « *visera à œuvrer ensemble aux efforts consistant à respecter les droits fondamentaux de la dignité humaine, y compris enrayer la pandémie COVID-19, tacler la crise climatique et prendre en considération le cas des pauvres* ».

À souligner qu'à un moment où des conservateurs, évoquant des croyances religieuses, pour refuser de se faire inoculer, le Pape Francis a publiquement endossé le vaccin, apportant de l'eau au moulin du président américain face aux récalcitrants religieux.

De l'Italie étant, M. Biden se rendra au Royaume uni, où il assistera, à Glasgow, du 1er au 2 novembre, à la Conférence sur les changements climatiques.

Concernant les changements climatiques, de l'est à l'ouest des États-Unis, la nature se déchaîne, cette fin de semaine, avec des averses et des vents soufflant à quelque 60 kilomètres heure. Pour la zone est, les prévisions de la météo indiquent que cette fin de semaine est gâchée—des Carolines jusqu'à l'état de Maine.

Clarification diplomatique importante : Léon Charles n'a pas été nommé ambassadeur à l'Organisation des États américains (OEA), en 2005, vu que l'ambassadeur Duly Brutus a occupé le poste durant toute la période intérimaire 2004-2006. Par contre, M. Charles était casé à l'Ambassade d'Haïti, à Washington, pour le soustraire au danger qui le guettait en Haïti, après avoir été remplacé par Mario Andrésol qui a su mettre de l'ordre à la PNH en sus d'avoir eu raison des gangs de Jean-Bertrand Aristide. À Washington, M. Charles servait de liaison avec le Pentagon à titre d'attaché militaire.

Pierre Quiroule II
27 octobre 2021

LES MISSIONNAIRES AMÉRICAINS EN CAPTIVITÉ DEPUIS 11 JOURS

Stratégie pour libérer les otages

Des ressources déployées sur le terrain

Suite de la page 1

plus de secrets.

Dans un article du quotidien floridien *The Miami Herald*, sous la plume de Jacqueline Charles, il est dit que, selon la Maison-Blanche, le président américain participe directement aux démarches visant la libération de ces personnes, soit 17 missionnaires, parmi eux des enfants à bas âge. Ils ont été enlevés, le samedi 16 octobre, après avoir visité un orphelinat, dans la région de Ganthier, sur la Route nationale menant à la frontière avec la République dominicaine (Malpasse).

Dans ses déclarations, le représentant de la Maison-Blanche a fait savoir que «*Toutes les options possibles sont sur la table*», en vue d'obtenir leur libération.

Cité par *Miami Herald*, Jake Sullivan, conseiller en Sécurité nationale, affirme que le chef d'État américain continue d'être tenu au courant de l'évolution de la situation, précisant que ce dernier est « *spécialement soucieux du bien-être des enfants, dont le plus jeune a huit mois* ».

M. Sullivan a expliqué en disant « *Je mets le président personnellement au courant de la situation quotidiennement, il affiche un profond intérêt à nous assurer que chacun d'eux individuellement retournera sain et sauf chez lui*».

Des déclarations dont se dégage l'action

On ne peut accuser l'administration Biden de mettre sur pied une quelconque stratégie pour libérer les otages par la force, mais les déclarations citées dans le quotidien floridien sont de nature à dégager certains faits qui autorisent à croire à des actions d'envergure. Comme, par exemple, Jake Sullivan a dit: « *Un nombre important de spécialistes des forces de l'ordre et de spécialistes de la récupération des otages pour travailler en étroite collaboration avec le ministère, les familles et le gouvernement haïtien, afin d'essayer de coordonner et d'organiser une récupération* ».

Wilson Joseph, dit Lanmo San Jou,, si tu veux la guerre, mets tes armes a point.

Et M. Sullivan, toujours cité par *Miami Herald*, d'ajouter : «*Nous sommes en train d'examiner chaque option possible individuellement, afin d'arriver à cet objectif* ». Plus loin, il précise : «*Je serai sensible à ce qui est manifestement une situation délicate, et je n'en dirai pas plus ici, si ce n'est que nous avons mis en place les équipements et les ressources qui, selon nous, peuvent aider à mener à bien ce projet* ».

On ne peut imputer aucune action belliqueuse de l'administration Biden, dans les déclarations de Jack Sullivan. Mais pour ceux qui ont la faculté d'analyser celles-ci, il y a plein de conjectures intelligentes. Surtout que le silence observé entre les ravisseurs et les négociateurs ne fait pas croire qu'un quelconque progrès a été réalisé dans les pourparlers. Mais la menace proférée, la semaine dernière, par Wilson Joseph, mieux connu sous le nom de guerre « *Lamò San Jou,* » porte à croire qu'il n'était pas satisfait de ce qu'il avait entendu. Quand un porte-parole américain a réitéré la position de son gouvernement dans toute question relative au kidnapping de citoyens américain selon laquelle aucune rançon ne sera payé, il y avait de quoi rendre « *nerveux* » le chef de ce groupe criminel.

D'aucuns s'imaginaient que, attendu que les Américains ont l'habitude de prendre le temps nécessaire pour mettre en place les « *ressources nécessaires et utiles* », avant d'affronter des individus perçus comme étant des « *terroristes* », il est possible qu'ils soient prêts à lancer l'ultime assaut. Car dans le langage politique américain Lanmo San Jou n'est autre qu'un « *terroriste* ».

En tout cas, dans ses déclarations, Jack Sullivan fait état d'« *assets* ». En langage militaire cela signifie la somme de

Suite en page 13

Journal 27 octobre - 3 Novembre 2021.qxp_HO 10/27/21 4:10 AM Page 13

LES MISSIONNAIRES AMÉRICAINS EN CAPTIVITÉ DEPUIS 11 JOURS

Stratégie pour libérer les otages

Des ressources déployées sur le terrain

Suite de la page 12

matériels déployés dans le cadre des hostilités. Autrement dit, ressources humaines et quincailleries (véhicules aériens et terrestres, armes et munitions), y compris la nouvelle génération d'acteurs militaires, les drones, qui sont utilisés de plus en plus, à l'occasion des opérations militaires. Puisque des robots d'un autre genre, ils permettent de faire économie de déploiement de ressources humaines dans un « *théâtre militaire* ».

Suite aux simples déclarations, qu'on dirait anodines, faites par le conseiller Sullivan, il y a fort à parier que tout est fin prêt pour l'action décisive visant à libérer les otages. Même si le chef d'État n'a pas encore donné l'ordre ultime pour que s'effectue l'attaque, les acteurs et les équipements sont déjà en mode « **go** ».

L.J.

Journal 27 octobre - 3 Novembre 2021.qxp_HO 10/27/21 4:10 AM Page 14

Kreyòl

Soti nan paj 6

« *jistis pou prezidan Moyiz*». Se li ki te pouse konmisè gouvènman an, *Bed-Ford Claude*, pou trennen Premye minis de fakto a devan tribinal nan kesyon ansasinay msye Moyiz. Enben, Ariel Henry pase alaksyon byen vit, li revoke tou le 2. Antouka, nan jwèt brital Ayiti a, nou tou konnen Doktè Henry pral jwenn ak zo grann ni tou.

Eskize m, si m pase tout tan sa a sou Jimmy Chérizier. Fò n konnen se ak youn chèf Deta nou ann afè. Se enstale ase li panko enstale ofisyèlman. Gade kijan mwen t ap bliye di n ke se *Barbecue* ki te pwopoze pou defen prezidan an nonmen Doktè Ariel Henry Premye minis.

Ok, n ap rantre sou *Lanmò Sanjou*, Wilson Joseph, ki parèt san mask tou epi ki montre li ka fè otorite yo tranble, petèt pi rèd pase *Barbecue*. Dayè, se li menm ki fè plis eko aletranje avèk tout deklarasyon li fè alega 16 misyonnè ameriken ak youn Kanadyen li kenben depi l te kidnape yo samdi pase, 16 oktòb la.

Byen abiye, ak youn rechany ble taye espesyalman pou li, youn gwo kwa pandye nan kou l desann devan l, kòm youn gwo otorite relijye, nou wè msye nan youn video k ap sikile sou rezo sosyo yo depi jedi maten, 21 oktòb la. Selon jan msye pale, se lavèy, nan mèkredi, li te anrejistre mesaj li a, pandan li te gen kèk sèkèy tou louvri bò kote l. Ladan yo te gen 6 kadav « *solda* » l yo ki te tonbe nan youn akwochay avèk Lapolis. Msye site non Aryèl Anri ak Leyon Chal, li di « *Sis solda pa kraze youn lame! Nou fè m kriye, .kriye dlo. Menm m ap fè n kriye san. Nou wè Ameriken sa yo m ap tiye tout si m pa jwenn sa m mande a. Ou wè m la a, mwen kite youn zam bò tèt chak. Epi sa m di a m siyen dèyè l* ». Kivedi, li pa nan jwèt, li pare pou l pase alaksyon,

Pawòl Lanmò Sanjou yo gentan nan jounal toupatou. Kounnye a bagay yo serye. Lavi Ameriken yo bonjan menase. Sa k pral pase? Ameriken di, selon politik yo, yo pa nan peye okenn lajan. Paske si yo kòmanse peye, se pral plis ankourajman pou « *bandi legal* » yo kidnape plis Ameriken. Selon teledyòl, yo di ke ti rès nan sa yo rele gouvènman an ap negosye anba chal ak chèf la pou l desann montan an pou yo. Menm jan sa te fèt nan mwa avril ki sot pase a lè gang « *400 Mawozo* » yo te kidnape youn gwoup 10 katoli — prèt, sè relijyez, ak 2 ou 3 fidèl. Te menm gen 2 sitwayen franse pami yo. Enben, yo te kenbe yo plis pase 2 semèn anvan yo te renmèt yo, apre yo te touche youn kòb nou pa janm konnen konbyen l te ye. Lè sa a yo t ap pale de youn milyon dola vèt. Men Ameriken vo plis, se youn milyon pou chak.

Kisa n konprann ki rive ? Mwen pa konnen si se pawòl « *kriye san* » Wilson Joseph la ki lakòz. Men menm jedi a, nan laprèmidi, nouvèl la tonbe : « *Léon Charles a démissionné* ». La tou, li met deyò, li vin reprann plas li kòm anbasadè nan OEA (Òganizasyon Eta ameriken) nan Wachintonn, kote l te vini lè l te pèdi pye kòm chèf polis premye fwa a, nan lane 2005.

Kòm nou konnen, se nan mwa novanm 2020, Jovnèl Moyiz te voye chache Chal nan Wachintonn pou vin ede l ak Polis la. Nan bonswa-danm nan, èske chèf Polis 2 fwa a pral konfese pou l di kijan li te oblije fè tout sa bòs li, prezidan an, te di l, tankou, « *Koute, Leyon, tout jwèt se jwèt, men kwòchèt pa ladan l. Ou ka fè tou sa w vle antan ke chèf Polis, men pa manyen gang mwen yo!* »

Si Léon Charles pa eksplike kijan li te oblije fè bèk atè devan gang yo, li pral rantre nan listwa kòm asosye gang yo tou, menm jan ak Jovenel Moïse epi Michel osnon **Michael** Joseph Martelly, ki rele tèt li « *Bandi legal* ». ansanm ak Laurent Salvador Lamothe, ki te kòmanse òganize gang yo nan lane 2011, anba je tout otorite ak solda Nasyon Zini yo. Okontrè, Helen Meagher La Lime, chèf Biwo entegre Nasyon Zini ann Ayiti (BINUH), te di se youn bon bagay lè defen prezidan an te apwouve « *Federasyon Gang* » yo. Ann kite sa, men n ap tann demisyon Ariel Henry tou, paske sanble msye rantre nan menm konfyolo ak gang yo ki vin pi fò pase l.

Yo tout koupab, fòk yo jije ! Epi m ap repete, *Toutotan kesyon gang nan pa regle, Anyen p ap regle ann Ayiti !*

Epi kisa nou konprann k ap dewoule kounnye a ? Y ap prepare pou yo sèvi menm manje rechofe a ban nou. Gen mounn ki menm di « *C'est un retour à nos vomissements !* » Men, Martine Moïse, anba pwoteksyon gang, nan gwo miting ak kantite mounn k ap di : « *Yo touye papa n, ban nou manman n !*" Wi, Martine Moïse se kandida gang yo k ap mande pou eleksyon fèt prese prese, dekwa pou yo ka monte youn Eta gangsterize, jan mari dam nan t ap prepare sa. Se « *vizyon* » sa a Martine di li pa ka kite disparèt ak ansasinay mari l la.

Anvan nou rive nan kalfou tenten sa a, se pou tout vrè pitit Ayiti yo, gason tankou fi, sosyete sivil, pati politik ki gen nen nan figi yo, òganizasyon inivèsite yo, òganizasyon sendika yo, tout legliz yo e menm gwo lakou yo k ap sibi anba gang fè youn tèt ansanm pou monte youn gouvènman tranzisyon avèk èd militè kote yo ka jwenn ni ak bonjan kondisyon. Se sèl fason pou n regle kesyon gang nan prese prese, epi mete Ayiti sou wout chanjman k ap fè l tounen « *La Perle des Antilles* », ki pral kapab resevwa pitit li yo ki blayi nan dyaspora a, men ki vle vin travay pou ede fè a vin youn reyalite.

TiRenm/
Grenn Pwonmenen
27 oktòb 2021

Journal 27 octobre - 3 Novembre 2021.qxp_HO 10/27/21 4:10 AM Page 15

INVESTOR TANK
PITCH COMPETITION
AGRIBUSINESS
October 12th, 7PM EST
HEALTH
October 19th, 7PM EST
SHELTER
October 26th, 7PM EST
RSVP - investortank.org/events
Competition implemented by Haiti Renewal Alliance and funded by USAID

Journal 27 octobre - 3 Novembre 2021.qxp_HO 10/27/21 4:10 AM Page 16

Sports

FOOTBALL HAÏTIEN

Des clubs affiliés à la FHF tirent la sonnette d'alarme

Par Ricot Saintil

Plus d'une semaine après la correspondance de la FIFA aux deux membres restants du Comité de Normalisation, dans laquelle elle exprimait une certaine satisfaction du travail réalisé jusqu'ici par Madame Monique André et Yvon Sévère dans l'accomplissement de leur mission, plusieurs clubs affiliés à la fédération haïtienne de football, sont monté au créneau pour peindre un tableau affligeant à la FIFA, sur la situation consternante du football haïtien, ils ont passé en revue les différentes décisions prises par le Comité de Normalisation depuis son entrée en fonction et demande à la FIFA de prendre ses distances à ce Comité qui a systématiquement détruit tout le travail construit pendant ces dernières années.

Considérés comme étant le poumon du football haïtien, les clubs de football, écartés de toutes les décisions prises par le Comité de Normalisation, passent à l'offensive, en adressant une correspondance au directeur

Jean Jacques Pierre

des associations membres de la FIFA, monsieur Kenny Jean Mary, pour lui présenter un état des lieux des plus accablants du football haïtien.

Les clubs affiliés attirent en tout premier lieu, l'attention du directeur des associations membres de la FIFA, sur la gestion faite par le comité, des Affaires Courantes de la FHF. ils ont dit constater, que le football est à l'arrêt en Haïti depuis la saison 2020. En 2021, il n'y a eu que le championnat féminin qui est arrivé à terme et ceci dans des conditions litigieuses. les championnats de D2 et D3 ne sont pas déroulés depuis deux ans. Le comité n'a organisé aucune réunion avec les clubs sur la gestion sportive et financière de la FHF. Pour les dirigeants signataires, la FIFA ne peut pas cautionner de telles dérives du Comité de Normalisation qui travaille dans l'opacité la plus totale depuis son arrivée.

En deuxième lieu, les clubs affiliés ont mis l'accent sur les équipes nationales, qui ont galéré pendant toute l'année 2021. ils citent, la catastrophe de Guadalajara, au Mexique avec l'équipe olympique, l'élimination en phase de groupe des grenadiers dans la Gold Cup 2021, et la déroute dans les éliminatoires du mondial 2022, le choix de Jean Jacques-Pierre comme sélectionneur national, son incompétence et son incapacité à gérer les conflits entre les joueurs, la fermeture de l'Académie Camp Nous, le renvoi de plusieurs entraîneurs du centre. Tels sont les constats disent-ils, alarmants du football haïtien sous la gouvernance du Comité de Normalisation.

Ils attirent enfin l'attention de la FIFA sur les activités de déve-

Monique André

loppement de la FHF, matérialisées à travers l'Académie Camp Nous. ils présentent une chronologie des décisions prises par le comité, qu'ils considèrent comme catastrophiques:

L'arrêt en août 2020 des entraînements au centre FIFA Goal pour manque de matériels, démobilisation des jeunes de l'Académie en octobre et novembre 2020, en décembre 2020, renvoi des filles aînées et des garçons de toutes les catégories, et enfin la fermeture de l'Académie Camp Nous qu'ils considèrent comme un coup fatal porté au football haïtien par le comité de normalisation.

Les signataires de cette correspondance adressée à Kenny Jean Mary, ont conclu pour dire que la FIFA ne peut et ne doit pas continuer à s'associer, à une gouvernance qui frise l'obscurantisme, qui est ce que nous propose et nous impose le Comité de Normalisation qui détruit tout ce que la FIFA a aidé à construire ces dernières années.

il faut noter que cette correspondance a été approuvée par des clubs de D1, D2, et du football féminin, certains clubs phares du championnat national de D1, comme ASC, Baltimore et Tempête ont paraphé cette correspondance, d'autres comme le Violette, le Racing Club Haïtien et le Cavaly n'ont pas signé. Tout compte fait, le constat est palpable, le football haïtien est à l'arrêt, l'Académie Camp Nous est déserte et les sélections nationales ont perdu de leur sublime cette année. Cette correspondance est un pas dans la bonne direction, même si le mieux à faire ce serait que le Comité prenne ses responsabilités pour engager des discussions sereines avec toute la famille du football haïtien.

R.S.